

 **Élections
Québec 2018**

**ENGAGEMENTS DES PARTIS POLITIQUES EN MATIÈRE
DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET D'ACTION
COMMUNAUTAIRE AUTONOME - RÉSUMÉ CRITIQUE**

Les élections provinciales sont à nos portes ! En effet, depuis le 23 août les chefs et co-chef.fe.s des principaux partis politiques provinciaux multiplient les annonces à travers le Québec. L'ensemble des partis a unanimement affirmé que l'éducation constituait une priorité nationale. Toutefois, leur conception de la réussite éducative diverge et se matérialise dans une diversité d'engagements. Nous vous présentons ici les principaux engagements des différents partis en regard des positions et revendications du ROCLD en matière d'éducation, de lutte au décrochage et, plus largement, d'action communautaire autonome. Ce document s'appuie principalement sur les plateformes des différents partis, il ne prétend donc pas inclure de manière exhaustive l'ensemble des engagements pris dans le cadre de la présente campagne électorale dans les différentes représentations réalisées par les chefs et co-chef.fe.s.



Table des matières

SERVICES AUX ÉLÈVES.....	3
ÉDUCATION AUX ADULTES, RACCROCHAGE ET PARCOURS ATYPIQUES	5
MIXITÉ SOCIALE ET SCOLAIRE.....	7
SANTÉ MENTALE ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE	9
ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EN ÉDUCATION	10
LUTTE À LA PAUVRETÉ ET ACCESSIBILITÉ EN ÉDUCATION	11
FINANCEMENT ET RECONNAISSANCE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME.....	13
AUTRES	15

SERVICES AUX ÉLÈVES

- Augmenter le personnel **professionnel et de soutien** et instaurer un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves qui fréquentent l'école publique et les centres de formation aux adultes.
- Adopter un projet de loi établissant un **bouclier de protection budgétaire** pour les services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse.
- Réinvestir de façon importante et ciblée dans toutes les écoles, entre autres dans les **milieux plus à risque**, en réduisant le **ratio** maître-élève, notamment pour assurer le dépistage précoce.
- Établir des **corridors de services**; faire converger les programmes offerts en santé et services sociaux, en lutte contre la pauvreté, en culture, en sport et loisir, en immigration et francisation et en développement de la main-d'oeuvre.



- **Maternelles 4 ans universelles**, gratuites, mais non obligatoires pour assurer un bon départ, pour dépister les troubles d'apprentissage et démocratiser l'accès à des ressources spécialisées aux enfants manifestant des difficultés.
- **Plus d'orthopédagogues, d'orthophonistes, de psychoéducateurs et d'autres professionnels** pour le dépistage et l'accompagnement d'enfants ayant des difficultés d'apprentissage, des handicaps ou des retards de développement.



- Diminuer le **ratio maître/élève**.
- Augmenter les **services** aux élèves.
- Établir un **seuil minimal** professionnel/élève.
- Augmenter les **services de francisation**.
- Bonifier les **ressources des écoles en milieux défavorisés** et le soutien alimentaire qui leur est offert.



- Rendre tous les **services éducatifs gratuits pour les enfants de 4 ans** qu'ils soient à la maternelle 4 ans ou en service de garde.
- Poursuivre le déploiement de la **maternelle 4 ans**.
- Ajout d'une **2^e personne aux classes préscolaire et primaire**.
- Réviser le modèle de financement destiné aux **EHDA**.
- Ajout **ressources spécialisées** pour augmenter l'offre de services intégrés.
- Ajout dans chaque école primaire du Québec d'une **intervenante spécialisée** pour assurer la liaison entre l'élève, la famille et les autres intervenants.



COMMENTAIRES :

Après avoir constaté les conséquences néfastes des compressions opérées par les libéraux en éducation, tous les partis s'engagent à offrir plus de services spécialisés aux élèves. Le PQ et QS s'engagent également à réduire le **ratio maître/élève**.

La CAQ et le PLQ favorisent la mise en place des **maternelles 4 ans**, alors qu'une recherche récente (Japel et al., 2017) a remis en question ses réels bienfaits sur le développement global des enfants, suggérant que les CPE seraient sans doute une avenue plus appropriée.

La CAQ et le PQ favorisent le **dépistage précoce**. Or, si celui-ci peut être utile pour identifier et répondre à de réels besoins en vue de favoriser la réussite éducative, il comporte aussi un risque de dérive. En effet, le dépistage et la prévention précoce peuvent mener au surdiagnostic, à la surprescription et à la stigmatisation des enfants qui risquent de voir leur identité réduite au trouble auquel on les aura associés dès le plus jeune âge. Les parents risquent également de subir de la pression pour faire diagnostiquer leur enfant.

En ce sens, on peut toutefois se réjouir de l'engagement du PLQ visant à réviser le **mode de financement destiné aux EHDAA**. On espère que cette révision permettra aux équipes-écoles de s'attarder aux réels besoins et capacités des jeunes, plutôt qu'à son diagnostic associé à un trouble et à du financement.

Mentionnons finalement que QS est le seul parti qui s'engage à augmenter les **services de francisation**.

ÉDUCATION AUX ADULTES, RACCROCHAGE ET PARCOURS ATYPIQUES



- Répondre de manière innovante aux **exigences du marché du travail**.
- Favoriser la **formation générale de base** tout en étant flexible en ce qui concerne les formations à un métier.
- Favoriser l'accès des moins de 20 ans à une **formation professionnelle** et mettre en place un vaste chantier pour l'alphabétisation.
- Valoriser la formation générale des adultes en favorisant le développement des Centres de 16 ans et plus en appliquant les **mêmes mesures de soutien** qu'au secteur jeune
- Promotion de la formation professionnelle.
- Rendre **l'école obligatoire jusqu'à 18 ans**.



- Confier aux **carrefours jeunesse emploi (CJE)** le mandat d'aller à la rencontre des décrocheurs, qu'ils soient à la maison ou sur le marché du travail, afin de les convaincre de faire un retour aux études. Pour y arriver, le budget des CJE serait bonifié d'au moins 20 millions \$.
- Rendre **l'école obligatoire jusqu'à 18 ans**.



- Soutenir le retour aux études et la formation continue par une **aide financière et professionnelle adaptée** aux particularités des personnes et des milieux.
- Miser sur la **formation générale** commune en évitant l'orientation forcée et en mettant l'accent sur la culture générale, la maîtrise des connaissances et des compétences sociales et professionnelles.



- Rendre **l'école obligatoire jusqu'à 18 ans**.

COMMENTAIRES :

L'ensemble des partis, à l'exception de QS, s'engage à rendre **l'école obligatoire jusqu'à 18 ans**. On peut remettre en question cette mesure, alors que, comme on le sait, le décrochage scolaire a lieu beaucoup plus tôt dans l'adolescence et que le caractère obligatoire a souvent un succès mitigé surtout s'il s'accompagne de mesures punitives.

La CAQ a par ailleurs affirmé vouloir mettre en place cette obligation en **collaboration avec les CJE**. Ce parti semble ainsi avoir oublié l'existence des **organismes communautaires en lutte au décrochage (OCLD)**, dont la mission est précisément de prévenir le décrochage et de favoriser le raccrochage scolaire et social des jeunes.

On peut se réjouir de l'engagement relatif à l'application des **mêmes mesures de soutien** qu'au secteur jeune dans les Centres de 16 ans et plus. Il est effectivement absolument nécessaire d'assurer un continuum dans l'aide et l'accompagnement, afin que les jeunes aient des chances équitables de réussir tout au long de leur parcours scolaire.

On espère que l'engagement du PQ de promouvoir la formation professionnelle s'adressera à **tous les jeunes**, et non pas seulement à ceux qui éprouvent des difficultés scolaires.

QS est le seul parti à proposer une **aide financière et professionnelle** adaptée pour les personnes qui veulent effectuer un retour aux études, alors que l'on sait que la situation socioéconomique peut constituer un obstacle important au raccrochage scolaire, tous les partis devraient s'engager à mettre en place cette aide.

MIXITÉ SOCIALE ET SCOLAIRE



- Obliger les écoles privées et les écoles publiques dotées de projets particuliers à accepter les élèves **HDA**.
- Diminuer de façon significative et graduelle le **financement public des écoles privées**, dans un premier mandat, dans une optique de valorisation de l'école publique, et investir les sommes récupérées dans le système public d'éducation.
- Rétablir les classes adaptées aux besoins des **élèves en difficulté**.



- Instaurer, dans un maximum d'écoles où cela est applicable, au moins un groupe qui suit un **programme enrichi** ou d'éducation internationale.



- Reconnaître l'apport des **classes régulières et d'adaptation scolaire et sociale** au système éducatif
- Encourager les **projets pédagogiques élaborés démocratiquement** par les communautés et offerts à tous les élèves
- Favoriser la **cohabitation** des projets pédagogiques dans un même établissement
- Transférer graduellement le **financement des écoles privées au public** et permettre à ces écoles de s'intégrer au réseau public
- Donner aux institutions publiques et aux entreprises privées des échéances claires et raisonnables pour appliquer les mesures nécessaires à la mise en place de **l'accessibilité universelle**.



- Poursuivre les efforts de collaboration avec **les établissements privés** pour la mise en œuvre de moyens visant à contribuer davantage aux efforts pour **intégrer les EHDA**.

COMMENTAIRES :

Le PLQ et la CAQ sont les partis dont les engagements en matière de mixité sociale et scolaire sont les plus timides. Il semble même que la CAQ encourage la ségrégation scolaire en voulant **multiplier les programmes enrichis ou d'éducation internationale** offerts à certains élèves.

QS est le parti qui va le plus loin en termes de mixité et d'inclusion, notamment en faisant de la **fin du financement public des écoles privées une proposition concrète**. Il est aussi le seul parti qui aborde la question de **l'accessibilité universelle**.

Cependant, aucun parti ne s'engage à mettre en place une réelle mixité permettant la réussite éducative de tous les élèves. Il est pourtant démontré que la réussite des élèves en difficulté est favorisée lorsque ceux-ci sont **inclus** dans les classes dites « ordinaires » et que les élèves plus doués ne s'en trouvent pas pénalisés. L'engagement du PQ de rétablir les classes adaptées va à l'encontre de ce fait.

Les expert.e.s qui se sont penché.e.s sur la question soutiennent qu'il faut **à la fois abolir le financement public des écoles privées et les programmes particuliers, souvent sélectifs**. Si l'on s'attaque uniquement au secteur privé, on peut croire que cela aura pour effet de multiplier l'offre de projets particuliers dans les écoles publiques et ainsi d'augmenter la ségrégation en leur sein.

Cela dit, en faisant preuve d'optimisme, on peut considérer les engagements visant la diminution ou l'abolition du financement public des écoles privées comme un pas dans la bonne direction.

SANTÉ MENTALE ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE



- Réinvestir pour les soins de santé mentale.
- Mieux informer les patients et consulter les professionnels pour diminuer le **surdiagnostic et le surtraitement**.
- Réduire le temps d'attente pour obtenir le diagnostic de la DI et du TSA, ainsi que pour **l'accès aux services entre la petite enfance et le milieu scolaire** ainsi qu'entre les différentes régions.



- S'attaquer au **surdiagnostic et à la surconsommation de médicaments**.
- Agir sur les **déterminants sociaux de la santé**.



- Meilleur accès **aux soins psychiatriques**.



- Aucun engagement à ce jour.

COMMENTAIRES :

On peut se réjouir de l'engagement du PQ et de la CAQ de s'attaquer au **surdiagnostic et à la surprescription**. La CAQ a aussi le mérite de s'engager à agir sur les **déterminants sociaux** de la santé. Il est en effet impératif d'agir sur ceux-ci, puisque les problèmes et difficultés des jeunes sont souvent d'ordre social, familial, économique ou scolaire, et non pas uniquement biomédical. On appuie également l'engagement de QS pour un meilleur accès aux soins psychiatriques, mais bien que nous aurions aussi aimé pouvoir compter sur un meilleur accès aux soins psychosociaux et aux différentes pratiques alternatives au biomédical.

Rappelons que nous revendiquons avec le [Mouvement Jeunes et santé mentale](#) que tous les jeunes aient accès gratuitement à de l'aide psychosociale, sans nécessité de diagnostic et la mise sur pied d'une Commission parlementaire sur la médicalisation des problèmes sociaux des jeunes. À ce jour, aucun parti n'a pris d'engagement formel en ce sens. La santé mentale étant étroitement liée à la réussite éducative, les partis doivent en faire une priorité!

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EN ÉDUCATION



- Aucun engagement à ce jour.



- Aucun engagement à ce jour.



- **Éducation aux rapports égalitaires** : programme d'éducation à la sexualité, formation pour le personnel scolaire sur : l'égalité entre les sexes, la diversité des rapports sociaux, la construction de l'identité et les pratiques éducatives anti-oppressives.



- Aucun engagement à ce jour

COMMENTAIRES :

Si tous les partis se sont vantés d'avoir atteint la parité en termes de candidatures aux élections, il est déplorable de constater que seul QS propose des engagements par rapport à l'égalité entre les sexes en milieu scolaire. Cet enjeu est pourtant considéré comme étant primordial au sein de notre société. Rappelons qu'il est démontré par le milieu de la recherche que les filles et les garçons qui adhèrent le plus aux stéréotypes sexuels sont celles et ceux qui décrochent le plus (Guerry et al., 2016).

LUTTE À LA PAUVRETÉ ET ACCESSIBILITÉ À L'ÉDUCATION



- Augmenter le **salaire minimum à 15\$/h d'ici 2022**.
- Construire un minimum de **3000 unités de logements sociaux** par année.
- Favoriser dans la **construction de logements sociaux**, l'inclusion de grands logements pour les familles.
- Déployer sur 4 ans un programme destiné à offrir à tous les élèves du primaire des **repas chauds à prix modulés** selon les revenus des familles (39M\$).



- Financer les **fournitures scolaires** jusqu'à concurrence de 100 \$ par enfant.
- Offrir un meilleur soutien pour les personnes ayant des **contraintes sévères à l'emploi** par le biais des organismes communautaires concernés.
- Réduire l'accès aux **jeux de hasard** dans les milieux défavorisés.



- Assurer un **revenu minimum garanti** et inconditionnel complémentaire à un revenu de travail ou à un autre soutien du revenu quand celui-ci est inférieur au seuil établi.
- Fixer le **salaire minimum à 15\$/h** et l'indexer au coût de la vie.
- **Éliminer tous les frais scolaires** du primaire à l'université en 5 ans.
- Assurer l'**accès à l'éducation primaire et secondaire à tous les enfants**, incluant les sans-papiers.



- Aucun engagement à ce jour.

COMMENTAIRES :

Plusieurs groupes et regroupements soutiennent que l'enjeu de la lutte à la pauvreté constitue un grand oublié dans la campagne, au même titre que l'environnement. Le PLQ et la CAQ sont incontestablement les plus timides en ce sens. Rappelons à ces partis que le **niveau de défavorisation est le premier facteur de décrochage scolaire**.

COLLABORATION ÉCOLE-FAMILLE-COMMUNAUTÉ



- Aucun engagement à ce jour



- Favoriser la participation des **parents et grands-parents** dans l'encadrement et l'animation d'activités parascolaires



- Aider les **familles, l'école et le milieu communautaire** à réaliser ensemble des projets pour la persévérance et contre l'intimidation



- Valoriser l'engagement des parents pour les aider à développer leurs **compétences parentales**.
- Lancer un chantier avec les **milieux d'affaires** pour développer leur implication.
- Soutenir les **organismes d'actions communautaires** sur le terrain de l'éducation en favorisant leur complémentarité avec le réseau scolaire et celui de la petite enfance.

COMMENTAIRES :

Seuls le PQ et QS s'engagent à **soutenir les organismes communautaires** sur le terrain de l'éducation.

En outre, conformément à ce que revendiquent les organismes communautaires famille, le PLQ aurait intérêt, afin de réellement valoriser les parents, à parler en termes **d'expérience parentale positive**, plutôt que de compétences parentales.

FINANCEMENT ET RECONNAISSANCE DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME



- Augmenter le financement à la mission de l'ensemble des secteurs de **200M\$ récurrents** et cumulatifs durant le mandat. Le financement sera pluriannuel, stable et indexé annuellement pour l'ensemble des organismes d'action communautaires autonomes.
- **Révision des mécanismes d'indexation** avec les organismes communautaires, afin que celle-ci reflète correctement leurs dépenses.
- Programme d'acquisition et de rénovation d'immeubles à vocation collective pour permettre aux organismes communautaires de consolider leur mission et de diminuer leurs coûts de fonctionnement. **Soutien de 11M\$** pour améliorer les conditions matérielles et les services offerts à la population.
- Amélioration des conditions de travail du milieu communautaire :
 - Favoriser la mise en place d'un programme **d'assurances collectives**;
 - Contribuer au financement d'une campagne de formation et de promotion en régions pour le **régime de retraite** des groupes communautaires et de femmes;
 - Création d'une mutuelle de prévention en santé et sécurité au travail au bénéfice des organismes communautaires.



- Meilleur soutien et **plus grande reconnaissance** et simplification des procédures administratives pour l'obtention du financement pour ces groupes qui répondent à des besoins non couverts par le réseau public.



- Respectera l'**autonomie des organismes**.
- Augmentera peu à peu le **financement de leur mission de base**.
- **Indexer** le financement chaque année pour assurer le maintien des conditions de travail.



Aucun engagement à ce jour.

COMMENTAIRES :

Le PQ est le seul parti ayant **chiffré l'augmentation du financement** qu'il s'engage à octroyer aux organismes d'action communautaire autonome. Il est aussi le seul parti qui propose des mesures concrètes pour améliorer les conditions des travailleuses et travailleurs du communautaire.

AUTRES



- Remplacer le cours Éthique et culture religieuse par **Éthique et citoyenneté québécoise**.
- Maintenir le **rôle du Conseil supérieur de l'éducation** tout en renforçant sa capacité d'animation publique.



- Créer l'**Institut d'excellence en éducation**
- Allouer cinq millions de dollars de plus par année pour mettre à niveau les **bibliothèques scolaires**.



- Soutenir l'**éducation populaire autonome** et développer des activités d'éducation populaire autonomes en milieux scolaires (pour les adultes et leurs familles).
- Programme d'histoire actualité qui intégrera **Autochtones et les groupes ethnoculturels** qui composent notre société.
- **Assurance dentaire** publique et universelle.



- Favoriser l'implantation de la **programmation informatique et du codage** à des fins pédagogiques dans la majorité des écoles primaires et secondaires d'ici 2020-2021.
- Créer l'**Institut d'excellence en éducation**.

COMMENTAIRES :

On peut remettre en question la proposition du PQ de **remplacer le cours *Éthique et culture religieuse* par le cours *Éthique et citoyenneté québécoise***. En effet, plusieurs chercheuses (notamment Archambault, Potvin et McAndrew) affirment que le fait de parler et de mettre en valeur d'autres cultures que la culture québécoise aurait un effet positif à la fois chez les élèves issus de l'immigration et chez les élèves dits natifs, l'engagement du PQ fait précisément le contraire.

Par contre, on peut se réjouir de la volonté du PQ de maintenir le rôle du **Conseil supérieur de l'Éducation**, qui fait un excellent travail de recherche, et de renforcer sa capacité d'animation publique. De ce fait, on peut remettre en question la pertinence de créer un Institut d'excellence en éducation.

Quant à l'engagement par rapport à l'apprentissage du numérique, mentionnons que celui-ci ne doit pas se faire au détriment de l'apprentissage de **savoirs plus fondamentaux** comme la littératie et les mathématiques qui constituent des préalables à une bonne maîtrise du numérique.

QS est le seul parti à parler de l'**éducation populaire**, ainsi que de l'intégration des **Autochtones et des groupes ethnoculturels** qui composent notre société. Il est aussi le seul parti qui s'engage à mettre en place une **assurance dentaire** publique et universelle. On peut s'en réjouir, puisque des problèmes dentaires peuvent générer un sentiment d'humiliation et ainsi faire obstacle au raccrochage scolaire.